



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction
des Libertés Publiques

ARRÊTE

N° 2010-DLP/BUPE-438 du 15 NOV 2010

Mettant en demeure la société THERMOCOLOR à LUTTANGE de respecter l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST,
PREFET DE LA MOSELLE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-AG/2-220 en date du 12 juin 2001 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-85 en date du 28 octobre 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 22 octobre 2010 ;

Considérant que la société THERMOCOLOR est le dernier exploitant du site sis Chemin de MANCY 57935 LUTTANGE ;

Considérant que les installations de la société THERMOCOLOR relevaient de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Considérant que l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement prévoit, lors d'une cessation d'activité, une remise en état du site tel qu'il ne s'y manifeste aucun des inconvénients ou dangers mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement prévoit également que l'exploitant notifie au Préfet l'arrêt définitif de l'installation au moins trois mois avant celle-ci ;

Considérant que cette notification doit être accompagnée d'un mémoire de remise en état selon les prescriptions de l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'article L.514-1 prévoit que, lorsque l'Inspection des Installations Classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} : La société THERMOCOLOR est mise en demeure de :

- remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;
- déposer un dossier conforme à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement susvisé comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et pouvant comporter notamment :
 - 1 . L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
 - 2 . Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
 - 3 . La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - 4 . La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Article 2 : La Société THERMOCOLOR sise Chemin de MANCY - 57935 LUTTANGE, est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, de respecter l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 4 : En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 5 : - Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Thionville, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de Luttange, où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz, le

Roland LANGENFELD.

Le Préfet, Jiet,
Le Secrétaire Général
Jean-Louis KIEFFEL